EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE CHATEL DE NEUVRE

L'an **deux mil vingt, le Quatre du mois de Décembre**, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni **en session ordinaire**, à la salle de la maison des associations sous la présidence de **M. Jacques FERRANDON, Maire**.

Nombre de conseillers en exercice : **15**

Date de convocation du Conseil Municipal : **26 novembre 2020**

Présents : Mme Michelle THEVENIN, Mme Sonia TISSIER, Mme Annie BONDOUX, M. Daniel BETTENCOURT, M. Marc MONNIER, M. Didier COCHIN, M. Yoann PERNOLLET, Mme Séverine FERRANDON, M. Mickaël LAURENT, M. Christian PELTIER, Mme Elisabeth PETITEAU, M. Philippe FAULCONNIER, M. Jacques FERRANDON

Excusés : Mme Valérie PILORGE – M. Jean-Luc PACAUD

Pouvoir : **Mme Valérie PILORGE à M. Didier COCHIN**

Secrétaire de séance : **M. Marc MONNIER**

Après relecture, le compte rendu de la réunion du 23 octobre 2020 est approuvé à l'unanimité.

Renouvellement de l'éclairage de l'église Saint-Laurent :

Le SDE 03 a informé M. le Maire qu'il conviendrait de remplacer l'éclairage de l'église Saint-Laurent et a procédé à des essais, auxquels ont assisté M. le Maire et Philippe FAULCONNIER.

Le SDE a fourni une estimation des travaux qui s'élève à 40 000.00 € et subventionnable à hauteur de 80 % : il resterait à charge de la commune la somme de 8 000.00 €, qui pourrait être étalée sur 10 ans, soit 813.00 € par an, avec recours à l'emprunt auprès du SDE 03.

Ce renouvellement des lampes par des lampes LED entrainerait une baisse de la consommation d'électricité et de la maintenance, baisse estimée par le SDE 03 à environ 900.00 € par an.

Délibération n° 2020 – 51 :

Travaux d'éclairage public : éclairage de l'église :

M. le Maire expose aux membres du Conseil Municipal qu'il y a lieu de prévoir la réalisation dans la commune des travaux suivants :

Renouvellement de l'éclairage de l'église Saint-Laurent

Un avant-projet a été réalisé par le Syndicat Départemental d'Énergie de l'Allier auquel la commune est adhérente pour la compétence dont relèvent ces travaux.

L'estimation des dépenses correspondant aux conditions économiques actuelles, s'élève à :
40 000.00 euros.

Conformément aux décisions prises par son Comité et aux dispositions régissant les modalités de contribution des membres d'un syndicat, le Syndicat Départemental d'Énergie peut prendre en charge la réalisation de ces travaux. Il informe la commune qu'il en résulte ordinairement une incidence sur la prochaine cotisation demandée à la Commune, selon le plan de financement prévisionnel annexé à la présente délibération. S'agissant d'une dépense obligatoire de fonctionnement importante, elle excède la capacité annuelle de financement de la section de fonctionnement du budget communal et il a été demandé au syndicat le recours à l'emprunt qui lui permet d'appeler la contribution sur 10 années.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide :

- 1) **d'approuver l'avant projet** des travaux désignés ci-dessus, présenté par Monsieur le Maire.
- 2) **de demander la réalisation de ces travaux** au Syndicat Départemental d'Énergie de l'Allier.
- 3) **Prend acte de la participation communale** (total : **8 000.00 €**) au financement des dépenses à hauteur de **813.00euros lors des 10 prochaines cotisations annuelles** au syndicat, imputées sur le compte 65548 « *contributions aux organismes de regroupement* ».

Délibération n° 2020 – 52 :

Instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaire:

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Considérant ce qui suit :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie C dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du Maire au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail et sur la base d'un décompte déclaratif.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Dans ce cas, ils sont rémunérés sur la base d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée légale du travail. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail, les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures (exemple pour un agent à 80 % : $25 \text{ h} \times 80 \% = 20 \text{ h}$ maximum).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

- la rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.
- L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel, le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

Décide :

Article 1 : D'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droit public, relevant des cadres d'emplois suivants : Adjoints techniques et administratifs.

Article 2 :

De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires.

Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Article 3 :

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Délibération n° 2020 – 53 :

Nouveau tableau des emplois communaux:

Compte tenu de la nouvelle organisation des services périscolaires

Le conseil municipal,

Vu le livre 4 du Code des Communes,

Vu les arrêtés de M. le Ministre de l'Intérieur, fixant la définition et le tableau indicatif des emplois communaux, le classement indiciaire et la durée de carrière qui leur sont applicables,

DECIDE, à l'unanimité

- **De supprimer le poste d'adjoint technique à temps incomplet, chargé de la cantine et de la garderie, pour une durée de 27.01 h par semaine**
- **De créer un poste d'adjoint technique à temps incomplet, chargé de la cantine et de la garderie pour une durée de 28.57 h par semaine.**

Les délibérations antérieures sont annulées, et le tableau des effectifs du personnel communal de la commune est fixé ainsi qu'il suit :

- **1° - Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps incomplet, base 31,5 heures par semaine :** **1**
- **2° - Garde champêtre principal / Adjoint technique principal à temps complet au prorata de 3 % garde champêtre principal et 77 % adjoint technique de 1^{ère} classe :** **1**
- **3° - Adjoint technique à temps incomplet, base 12,61 h par semaine (ramassage scolaire et école) :** **1**
- **4° - Adjoint administratif à temps incomplet, base 19,5 h par semaine (chargé de l'agence postale) :** **1**
- **5° - Adjoint technique à temps incomplet, base 18.64 h par semaine (chargé de l'école, cantine) :** **1**
- **6° - Adjoint technique à temps incomplet, base 20 h par semaine (entretien bâtiments et espaces verts)** **1**

- 7° - Adjoint technique à temps incomplet
(chargé de la cantine et de la garderie périscolaire)
base 28.57 h par semaine 1

- 8° - Adjoint technique à temps incomplet
(chargé de l'école)
base 20.39 par semaine 1

Cette décision prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2021

L'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de chacun de ces emplois sont fixés conformément à la réglementation en vigueur.

Les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés dans les emplois ainsi créés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits aux budgets communaux, aux articles et chapitres prévus à cet effet.

Délibération n° 2020 - 54 :

Effacement de dette (budget assainissement) :

Sur proposition de Mme la Trésorière, et suite à l'effacement des dettes de la SARL DONJON suite à la clôture pour insuffisance d'actifs par jugement du Tribunal de Commerce de CUSSET en date du 6 octobre 2020, M. le Maire propose au conseil municipal l'admission en non-valeur des titres émis à l'encontre de :

- Sarl DONJON pour 559.75 €

Après délibération, le conseil municipal décide, à l'unanimité, décide l'admission en non-valeur de ces créances et l'imputation à l'article 6542 du budget concerné.

Délibération n° 2020 – 55 :

Subventions 2020 aux associations :

M. le Maire donne connaissance au Conseil Municipal des demandes de subventions effectuées par les associations. Après délibération, le conseil municipal décide, à l'unanimité, de verser les subventions suivantes aux associations pour l'année 2020 :

Associations	Montant de la subvention
- Châtel Gym à Tout Age	400.00 €
- Passion Auto Rétro 03	400.00 €
- Pétanque de Châtel	400.00 €
- Conservatoire d'Espaces Naturels de l'Allier	56.00 €
- Ass. de Sauvegarde des Monuments Peints	100.00 €
- A.G.M.G.	50.00 €

Pour un montant total de 1 406.00 €.

Délibération n° 2020 – 56 :

Demande de subvention au Conseil Départemental : Aide à la voirie dans le cadre du plan de relance :

M. le Maire informe le conseil municipal que le Conseil Départemental de l'Allier propose une aide pour les travaux de voirie à hauteur de 30 % du montant hors taxes des travaux, dans le cadre du plan de relance. Il propose au conseil municipal de demander cette subvention pour des travaux de réfection des voies communales des Rebourses et de la Tuilerie.

Des devis ont été demandés auprès de plusieurs entreprises, dont COLAS Rhône Alpes Auvergne et EIFFAGE.

Pour la réfection des deux chemins, les devis s'élèvent à :

- COLAS Rhône Alpes Auvergne :	15 728.00 € HT
- EIFFAGE :	20 481.00 € HT

Le conseil municipal,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire présentant les devis proposés par les entreprises,

DECIDE

- **D'approuver ce programme de travaux à l'unanimité**
- **De choisir le devis de l'entreprise COLAS Rhône Alpes Auvergne, pour un montant de 15 728.00 € HT**
- **De solliciter l'aide du Conseil Départemental, au titre du dispositif d'aide à la voirie dans le cadre du plan de relance, pour un taux de 30 % du montant hors taxes**
- **De prévoir cette dépense au budget primitif 2021 selon le plan de financement ci-après :**

- Conseil Départemental (30 %)	4 718.40 €
- auto financement (20 %):	<u>11 009.60 €</u>
	15 728.00 € HT

- **De mandater M. le Maire pour toute décision et signature nécessaires à l'exécution de ces décisions**

Délibération n° 2020 – 57 :

Délibération instaurant la prime exceptionnelle de 1 000 € maximum, dite prime « covid » :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

- Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (modifiée), Vu la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, en son article 11,

- Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle dont le montant plafond est fixé à 1 000 euros à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

- Considérant que le décret susvisé permet aux collectivités territoriales de verser une prime exceptionnelle aux personnels ayant été soumis à des sujétions exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 pour assurer la continuité des services publics. Le montant de cette prime est déterminé par l'employeur dans la limite d'un plafond. La prime exceptionnelle est exonérée de cotisations et contributions sociales ainsi que d'impôt sur le revenu,

- Considérant que les services de notre collectivité ont connu un surcroît de travail significatif durant cette période en présentiel,

- Considérant qu'il paraît opportun de mettre en place cette prime exceptionnelle et d'en définir les modalités d'application,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide

Article 1^{er} : D'instaurer une prime exceptionnelle en faveur des agents particulièrement mobilisés pendant l'état d'urgence sanitaire, selon les modalités définies ci-dessous. Cette prime dont le montant plafond est de 1 000 euros sera attribuée aux agents ayant été sujets à un surcroît d'activité, en présentiel, pendant l'état d'urgence sanitaire :

- Pour les agents des services techniques amenés à procéder régulièrement à d'importants travaux de nettoyage et d'entretien de locaux.

- Pour les agents services administratifs amenés à assurer la continuité et l'adaptation du service public local.

- Pour les agents des services des services scolaires et périscolaires chargés d'assurer la continuité de l'accueil des enfants.

Cette prime exceptionnelle sera d'un montant maximum de 1 000 euros. Elle sera versée en 2 fois, en juin et décembre 2020.

Elle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales.

Article 2 : M. le Maire est autorisé à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime exceptionnelle dans le respect des principes définis ci-dessus.

Article 3 : Des crédits suffisants sont prévus au budget à cet effet.

Questions diverses :

- M. le Maire informe le conseil municipal qu'il a été contacté par plusieurs habitants de Châtel-de-Neuvre, qui ont constaté l'apparition de fissures dans leurs murs. Il propose de faire une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle auprès de la Préfecture. Proposition acceptée.

- M. le Maire informe le conseil municipal qu'il n'a pas préempté lors de la vente Consorts GAUDIAT / GENEST, 19 route de Moulins à Tilly

- Les travaux d'aménagement de la place avancent bien. Les grenailages des enrobés des stationnements doivent être réalisés avant Noël. L'entreprise IDVERDE chargée des espaces verts doit poser les clôtures et portillons et finir les apports en terre végétale.
- Travaux à l'école : la réfection du préau a été terminée, ainsi que le mur du garage. Il reste une finition à terminer.
- Les décors de Noël seront posés la semaine prochaine.
- Des travaux sont à prévoir dans différentes propriétés communales :
 - o Le changement des menuiseries de l'épicerie
 - o La rénovation de l'appartement du 1^{er} étage mairie – côté sud
 - o La réfection du logement du 1^{er} étage mairie – côté nord (ex. PERRIN Aimé)
- 75 colis ont été commandés pour la distribution auprès des personnes âgées de plus de 70 ans (en remplacement du traditionnel repas).

Pour copie conforme
Fait à Châtel-de-Neuvre, le 12 décembre 2020
Le Maire, Jacques FERRANDON

M. Jacques FERRANDON, maire	M. Daniel BETTENCOURT Secrétaire de Séance	M. Didier COCHIN
M. Philippe FAULCONNIER	Mme Valérie PILORGE	Mme Annie BONDOUX
M. Jean-Luc PACAUD	Mme Séverine FERRANDON	M. Mickaël LAURENT
M. Marc MONNIER	M. Christian PELTIER	Mme Michelle THEVENIN

Mme Sonia TISSIER		